



GÉNÉRATION ÉQUITABLE


POUR UNE EUROPE AU CŒUR D'UN COMMERCE MONDIAL JUSTE ET DURABLE

Manifesto des Ambassadeur·rice·s Génération Équitable pour les élections européennes 2024

112 millions d'enfants travaillent dans l'agriculture ⁽¹⁾ 

80% des personnes les plus pauvres du monde dépendent de l'agriculture pour leur subsistance ⁽²⁾ 

Le PDG d'une des 5 plus grandes marques de mode gagne en 4 jours ce qu'une ouvrière du textile au Bangladesh gagnera au cours de sa vie ⁽³⁾ 

Le commerce mondial dysfonctionne et continue malgré tout de se développer au détriment des droits humains, du climat et de l'environnement. Dans les secteurs agricole et textile, les agriculteur·rice·s et les travailleur·euse·s, au bout des chaînes de production, sont les plus impacté·e·s et exposé·e·s aux impacts négatifs du commerce.

En parallèle, les agriculteur·rice·s familiaux sont en première ligne des conséquences du changement climatique qui impactent leurs productions et leurs moyens de subsistance, alors qu'ils en sont le moins responsables et ont de très faibles moyens pour y faire face. Comme l'a montré la crise des agriculteur·rice·s ces derniers mois, nos agriculteur·rice·s européen·ne·s font face aux mêmes enjeux que ceux et celles au Sud.

Il est temps de prendre des mesures pour une transition du commerce, des modes de production et de consommation qui respectent les droits humains et la planète. **L'Union européenne est l'un des principaux acteurs du commerce mondial** ⁽⁴⁾, elle a donc un rôle majeur.

C'EST EN TANT QUE JEUNES EUROPÉEN·NE·S QUE NOUS DEMANDONS À CE QUE LE PROCHAIN MANDAT GÉNÉRALISE LES PRINCIPES DU COMMERCE ÉQUITABLE DANS LES POLITIQUES EUROPÉENNES COMMERCIALES ET AGRICOLES POUR UN COMMERCE MONDIAL JUSTE ET DURABLE, AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE ET DANS LE MONDE.

⁽¹⁾ Unicef, Travail infantile et exploitation des enfants. <https://www.unicef.fr/convention-droits-enfants/protection/exploitation-des-enfants/>
⁽²⁾ FAO. <https://www.fao.org/reduce-rural-poverty/overview/fr/>
⁽³⁾ Oxfam, Reward work, not wealth, 2018. https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/file_attachments/bp-reward-work-not-wealth-220118-en.pdf
⁽⁴⁾ Union européenne. Position de l'UE dans le commerce mondial. https://european-union.europa.eu/live-work-study/import-and-export_fr#:~:text=Position%20de%20l%27UE%20dans%20le%20commerce%20mondial&text=Du%20fait%20de%20ses%20accords,certaines%20de%20millions%20d%27euros.


POUR UNE AGRICULTURE DURABLE EN EUROPE ET DANS LE MONDE

Les agriculteur·rice·s sont confronté·e·s à une réalité alarmante, celle du **changement climatique** et de l'**injuste répartition de la valeur** dans les chaînes d'approvisionnement.

Les agriculteur·rice·s sont les premières victimes des impacts du changement climatique, qui mettent en péril leurs moyens de subsistance et compromettent leur sécurité alimentaire à long terme. Dans le même temps, la concentration du pouvoir dans les mains d'une poignée de multinationales de l'agroalimentaire conduit à une exploitation des agriculteur·rice·s et des ressources naturelles. Ils·elles sont contraint·e·s de vendre leurs produits à des prix bas, souvent en dessous des coûts de production, et se retrouvent dans une situation de précarité ne leur permettant pas de vivre dans des conditions décentes ou de s'adapter au changement climatique.

L'agriculture est aujourd'hui responsable d'

1/4 des émissions de gaz à effet de serre

dont **30%**  seulement proviennent de l'agriculture familiale ⁽⁵⁾

NOS DEMANDES

- Promouvoir une agriculture durable dans le monde via **la mise en place de mesures miroirs conditionnant l'accès au marché européen au respect des normes de production environnementales, sociales et sanitaires européennes, et l'évaluation de leurs impacts sur les pays du Sud.**
- Agir pour une rémunération équitable des agriculteur·rice·s via **l'inclusion de l'interdiction d'acheter des matières premières agricoles en dessous des coûts de production durables lors de la révision de la directive n° 2019/633 sur les pratiques commerciales déloyales dans le secteur agroalimentaire.**

POUR UN FINANCEMENT ÉQUITABLE DE LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE

L'**Union européenne** adopte de plus en plus de lois et de mesures pour **réduire l'impact social et environnemental** de sa production et de sa consommation. C'est un impératif pour respecter les **droits humains** et les engagements de l'**Accord de Paris** sur le climat. Ces politiques sont établies sans consultation avec les personnes concernées, notamment les agriculteur·rice·s des pays du Sud, alors qu'elles impactent leurs conditions de travail et leurs moyens de subsistance et qu'ils ont l'expertise et l'expérience pour mettre en place des mesures efficaces. Ces politiques impliquent par ailleurs des coûts de mise en conformité importants. Aujourd'hui, ce coût repose majoritairement sur les agriculteur·rice·s, sans partage équitable du coût par les entreprises du reste de la chaîne, et alors que les agriculteur·rice·s familiaux ont très peu accès aux financements climatiques.

Les financements climatiques pour l'agriculture familiale | **0,8%** du financement climatique (tous secteurs confondus) | **19%** du financement climatique vers l'agriculture ⁽⁶⁾

NOS DEMANDES

- **Augmenter l'accès aux financements des agriculteur·rice·s** en augmentant la part de **l'aide publique au développement** européenne et des financements climat fléchés vers l'agriculture familiale et la transition agroécologique.
- Toute nouvelle législation imposant des normes sociales, économiques et environnementales aux agriculteur·rice·s doit **obliger les entreprises à assumer leur coresponsabilité en partageant équitablement le coût financier de la mise en conformité** avec les exigences, et plus largement de la transition agroécologique et du respect des droits humains.

⁽⁵⁾ Vermeulen, S., Wollenberg, E., (2017). CCAFS Info Note: A rough estimate of the proportion of global emissions from agriculture due to smallholders, CCAFS, <https://cgspace.cgiar.org/server/api/core/bitstreams/8f2b4a98-7712-40d2-bd94-95ab97d539fa/content>

⁽⁶⁾ The climate finance gap for small-scale agrifood systems, a growing challenge, CLIC, November 2023. <https://www.climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2023/11/The-Climate-Finance-Gap-for-Small-Scale-Agrifood-Systems.pdf>

POUR UNE INDUSTRIE TEXTILE RESPECTUEUSE DES DROITS HUMAINS

L'**industrie textile**, depuis l'avènement de la fast fashion, est synonyme de **surproduction**. Cela a des **impacts environnementaux et sociaux énormes** dans les pays producteurs, y compris européens.

Les violations des droits humains des travailleur·euse·s sont notamment causées par les pratiques commerciales des marques.

Les très brefs délais de fabrication exigés, les changements ou annulations de commande à la dernière minute, la sous-traitance en cascade, les conditions de paiement, les prix bas payés ont pour conséquence des conditions de travail indécentes voire illégales : volumes horaires de travail insoutenables, contrats précaires, violences basées sur le genre, faible rémunération des travailleur·euse·s, travail forcé.

NOTRE DEMANDE

- Agir pour réduire les impacts sociaux de l'industrie textile via **l'adoption d'une directive européenne interdisant les pratiques commerciales déloyales dans le secteur textile, comme recommandé par le Parlement européen dans son rapport sur la stratégie de l'UE pour des textiles durables et circulaires⁽⁹⁾, accompagnée de sanctions efficaces.**

100 

milliards de vêtements sont vendus chaque année dans le monde⁽⁷⁾

Les personnes qui fabriquent nos vêtements sont payées **2 à 5 fois moins** que le salaire vital nécessaire pour vivre dans des conditions décentes

En 2050, le secteur textile émettra **1/4** des émissions de gaz à effet de serre si les tendances de consommation se poursuivent⁽⁸⁾

POPULARISER L'OFFRE ET LA DEMANDE DU COMMERCE ÉQUITABLE

Le **commerce équitable** est un levier précieux pour les politiques commerciales, agricoles et alimentaires de l'UE car il permet de **soutenir la transition écologique** des agriculteur·rice·s et leur garantit de vendre leurs productions à des prix équitables pour une **rémunération juste**. Le commerce équitable évite les coûts, aujourd'hui cachés, des pratiques agricoles non durables et des pratiques commerciales déloyales contribuant à l'exploitation des agriculteur·rice·s.

Toutefois, il est encore méconnu dans l'UE, faute de communication et de politiques publiques adaptées. On remarque un manque d'offre de produits labellisés commerce équitable, en France par exemple, dans les rayons des supermarchés ou dans la commande publique. Cette dernière est un levier essentiel à activer pour une alimentation durable et responsable.

NOS DEMANDES

- Augmenter la part de produits issus du commerce équitable dans la restauration collective, sur le modèle de la loi EGAlim via **la mise en place d'une cible de 20% de produits issus du commerce équitable dans la restauration collective dans le cadre de la révision de la directive 2014/24/UE sur la passation des marchés publics.**
- Accompagner le changement de mentalité des consommateur·rice·s sur le commerce équitable via **la mise en œuvre d'une grande campagne de sensibilisation sur les principes du commerce équitable au sein de l'UE, à l'image de la sensibilisation à l'agriculture biologique.**

7,3  milliards de repas pour la restauration collective

En France, la restauration collective représente 7,3 milliards de repas servis par an dont 3,7 milliards dans la restauration collective publique⁽¹⁰⁾

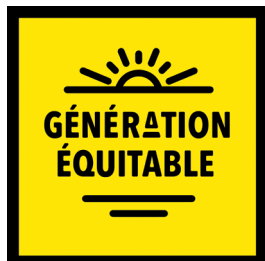
⁽⁷⁾ La mode sens dessus-dessous, ADEME. <https://multimedia.ademe.fr/infographies/infographie-mode-qgf/>

⁽⁸⁾ Résolution du Parlement européen du 1^{er} juin 2023 sur une stratégie de l'Union européenne pour des textiles durables et circulaires. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2023-0215_FR.html

⁽¹⁰⁾ Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, La restauration collective, reflet de la culture alimentaire française. [https://agriculture.gouv.fr/la-restauration-collective-reflet-de-la-culture-alimentaire-francaise#:~:text=La%20restauration%20collective%2C%20reflet%20de%20la%20culture%20alimentaire%20fran%C3%A7aise,-restauration%20collective&text=En%20France%2C%201%20repas%20sur,la%20restauration%20collective%20\(SNRC\).](https://agriculture.gouv.fr/la-restauration-collective-reflet-de-la-culture-alimentaire-francaise#:~:text=La%20restauration%20collective%2C%20reflet%20de%20la%20culture%20alimentaire%20fran%C3%A7aise,-restauration%20collective&text=En%20France%2C%201%20repas%20sur,la%20restauration%20collective%20(SNRC).)

LES PRINCIPES DU COMMERCE ÉQUITABLE

Le commerce équitable repose sur des modes de production et d'échange qui placent **la justice, l'équité et le développement durable au cœur des politiques et des pratiques commerciales**. Ce modèle vise à **garantir les droits des producteur·rice·s et des travailleur·euse·s marginalisé·e·s, notamment le droit à une juste rémunération et à des conditions de vie décentes**. Il relie les producteur·rice·s aux consommateur·rice·s via une plus grande transparence des chaînes d'approvisionnement.



www.generation-equitable.fr

Génération Équitable, est un **réseau d'associations d'étudiant.e.s engagé.e.s** autour des questions de justice sociale, économique et environnementale. Les Ambassadeur·rice·s du programme sont des porte-paroles étudiant·e·s, qui souhaitent faire entendre les propositions de la jeunesse engagée pour un commerce plus juste.

Le programme Génération Équitable est une initiative du mouvement **FAIR(e) un monde équitable** et de l'**ONG Max Havelaar France**. Il s'inscrit dans Fair Future, un programme national d'éducation au commerce équitable des jeunes de moins de 30 ans, porté par 7 partenaires acteurs de la transition écologique, de l'éducation des jeunes et du commerce équitable, et soutenu par l'Agence française de développement.

Candidat.e aux élections européennes, je m'engage à porter les demandes de Génération Équitable :

AVEC LE SOUTIEN DE



DANS LE CADRE DE



RÉDIGÉ AVEC LE SOUTIEN DE

